

Après analyse des dispositions de ce fichier nommé « Appui à l'Evaluation de la Minorité » (AEM), **nous pouvons affirmer que sa création porte gravement atteinte à la vie privée de ces mineur-e-s sans apporter d'amélioration à leurs conditions d'accueil et de protection en France. Il ne constitue en rien un instrument d'une politique publique en faveur de l'enfance.**

Il est indigne que la France mette en place un tel fichier avec pour objectif de contrôler des mineur-e-s.

Avec La Cimade et 13 organisations et syndicats, demandez d'urgence au Premier ministre Edouard Philippe de retirer le décret, et de garantir à ces jeunes un accès à leurs droits dans des conditions dignes.

JE SIGNE LA PÉTITION

Avec vous, nous pourrions faire respecter pour ces jeunes les valeurs de solidarité et d'hospitalité que nous partageons.

Merci de votre soutien.

Christophe Deltombe

Président de La Cimade

Pétition à l'initiative de La Cimade, UNICEF France, la Fédération des acteurs de solidarité (FAS), l'Armée du Salut, l'Uniopps, Solidaires, l'ADDE, le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat de la magistrature, la FASTI, Médecins sans frontières, le GISTI, la Ligue des Droits de l'homme (LDH), l'Association Nationale des Assistants de Service Social (ANAS) et le Secours catholique.